

QUEL TYPE DE CONFLIT?

Les villes, la guerre et l'absence de sécurité publique en milieu urbain

Diane E. Davis, professeure de sociologie politique, Department of Urban Studies and Planning
Massachusetts Institute of Technology

Dans de nombreuses régions du monde, la distinction notionnelle entre villes en conflit et villes en guerre tend à s'estomper en raison de l'absence de sécurité publique et de l'ampleur de la violence quotidienne qui caractérisent les deux situations. Dans les deux cas, on constate habituellement que l'État ou bien est inefficace, ou bien est illégitime ou bien n'a pas à rendre compte de ses actes — bien sûr, il peut arriver qu'il affiche deux ou trois de caractéristiques à la fois — et qu'il est incapable ou refuse d'assurer la sécurité de villes en croissance rapide et de leurs populations.

La violence causée par les groupes qui se livrent des combats armés dans les villes ou autour d'elles s'impose à l'évidence. La lutte armée entre un régime et ses opposants peut mener à la destruction et au chaos absolus, surtout lorsque les conflits religieux, ethniques ou autres prennent racine en milieu urbain, écartant toute possibilité de stabilité politique ou de développement économique et toute apparence de sécurité humaine pour les citoyens pris entre deux feux dans des combats politiques d'une portée plus vaste.

Outre le fait que les affrontements armés exposent les populations civiles à des dangers évidents, l'histoire récente de villes déchirées par la guerre — Mogadiscio, Bagdad, Kandahar... —

Lorsque les forces policières perdent leur légitimité, les gangs et les groupes d'autodéfense deviennent souvent si puissants qu'ils leur ravissent le contrôle des espaces urbains.

montre que les milices privées jouent un rôle important dans cette dynamique. Cela s'explique principalement par le fait que les milices ne sont pas uniquement des opposants armés au régime en place mais se présentent aussi comme des agents tout aussi capables d'assurer la sécurité publique. Dans ces circonstances où les affrontements violents ont pour but de contrôler les moyens de coercition, la violence et la terreur sont davantage susceptibles de s'amplifier que de diminuer, surtout si l'on tient compte du fait que les forces de sécurité publiques et privées cherchent à qui mieux mieux à se rallier la faveur des citoyens et à rétablir la sécurité.

Les conflits et l'insécurité ne surviennent pas seulement dans les villes en proie à des combats armés. De plus en plus, on voit, dans des villes qu'on ne considérerait pas normalement comme

étant dans une situation de conflit armé, la violence se déchaîner dans un contexte où les services de sécurité publique ont perdu leur légitimité et les citoyens se font eux-mêmes justice. À Rio de Janeiro, à Mexico, à Johannesburg, on voit se multiplier le nombre d'agences de sécurité privées qui ont pour but de suppléer à l'inefficacité des forces de l'ordre publiques. Ce phénomène a lui-même engendré des conflits qui se poursuivent; il diminue la qualité de vie et la sécurité humaine d'une part importante de la population urbaine.

Dans ces villes en conflit, peu de citoyens ont confiance dans les forces de l'ordre locales même lorsque l'autorité locale ou nationale jouit d'une bien plus grande légitimité et n'est pas associée aux explosions localisées de violence urbaine. Par exemple, Amnesty International a signalé en 2005 qu'au Brésil, les policiers tuaient environ 2 000 personnes par année dans les États de Rio de Janeiro et de São Paulo¹. Lorsque les forces de police officielles perdent ainsi leur légitimité, il arrive souvent que les gangs et les groupes d'autodéfense deviennent si puissants qu'ils peuvent ravir aux forces policières le contrôle des espaces urbains, comme il arrive fréquemment dans les favelas de Rio et dans le barrio de Tepito à Mexico. Après un affrontement qui s'est produit à la fin